

L'histoire d'une révolution silencieuse... qui ne fut pas la même pour filles et garçons ! : de l'enfant inutile à l'enfant précieux

Autor(en): **Praz, Anne-Françoise**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **L'Émilie : magazine socio-culturelles**

Band (Jahr): **[93] (2005)**

Heft 1493

PDF erstellt am: **16.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-282876>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

histoire des femm e s

L'histoire d'une révolution silencieuse... qui ne fut pas la même pour filles et garçons!

De l'enfant utile à l'enfant précieux

Eduquer son enfant, lui garantir une formation qui lui assure un avenir, c'est une évidence pour les parents d'aujourd'hui! Voilà un peu plus d'un siècle pourtant, l'enfant était plutôt une force de travail et source de revenu pour la famille...

ANNE-FRANÇOISE PRAZ

Deux processus ont favorisé cette révolution silencieuse du statut de l'enfant. Dès le milieu du 19^e siècle, la généralisation de l'instruction devient un enjeu politique et une nécessité économique; les pouvoirs publics renforcent les lois sur l'instruction primaire obligatoire et instaurent des structures post-primaires. Entre 1860 et 1930, le contrôle des naissances se répand et se généralise en Europe; par le biais de méthodes encore rudimentaires (abstinence, coït interrompu), les couples parviennent à réduire de manière décisive le nombre de leurs enfants. Ces deux changements sont bien sûr liés. Le contrôle des naissances s'explique par une baisse de la fonction économique des enfants. Le recul de l'agriculture diminue les opportunités d'utiliser leur travail. Et surtout, l'enfant n'a plus le temps de travailler et commence à coûter plus qu'il ne rapporte, car il doit fréquenter l'école.

A quel moment et à quelles conditions les incitations sont-elles assez fortes pour obliger les parents à renoncer au travail des enfants et à investir dans leur formation? A quelles conditions la volonté d'assurer leur avenir est-elle suffisante pour adopter une contraception qui contredit la morale religieuse (catholique), et s'oppose aux visions traditionnelles de la sexualité masculine, l'obligeant à se contrôler et à se restreindre?

La plupart des recherches historiques posent ces questions d'une manière «sexuellement neutre», en parlant des «parents» comme une unité de décision harmonieuse et consensuelle, en évoquant des «enfants» sans sexe. Or, si l'on réfléchit en termes de «filles» et «garçons», de nouvelles pistes surgissent. La fonction économique des filles, recule-t-elle aussi rapidement que celle des garçons? La nécessité d'instruire les filles comme les garçons est-elle mise en œuvre avec la même volonté? Les parents différencient-ils filles et garçons lorsqu'ils investissent dans leur instruc-

tion? Pour répondre à ces questions, les cantons de Vaud et Fribourg, et dans chacun de ces cantons deux villages aux conditions économiques similaires, ont servi d'échantillon de recherche.

Discours sur l'éducation et systèmes scolaires

Dans les publications des autorités vaudoises, l'obligation de scolariser les enfants est justifiée au nom des valeurs de progrès et de démocratie. La nécessité de l'instruction concerne tous les enfants, quel que soit leur sexe ou leur origine sociale. Dans les publications officielles fribourgeoises, l'instruction n'est pas présentée comme une fin en soi, mais toujours justifiée en fonction de buts particuliers. Ainsi l'école est spécialement utile aux «enfants des familles pauvres» pour «gagner honnêtement leur vie»; aux garçons, elle doit permettre de «se procurer les ressources nécessaires» pour faire vivre une famille; elle doit instruire les filles «des devoirs qui les attendent» et les mettre en garde «contre les dangers de la vie moderne».

Ce décalage se confirme lorsque l'on analyse les revues pédagogiques. Selon le Bulletin pédagogique (FR), l'éducation des filles doit être orientée vers la mission première de la femme, «être avant tout une bonne ménagère». Une large place est faite aux travaux à l'aiguille et à l'économie domestique, l'instruction étant réduite à son aspect pratique: savoir lire et écrire pour entretenir une correspondance, calculer pour gérer la comptabilité du ménage. A l'image idéale de la «pieuse ménagère», les textes opposent les images honnies de la «femme savante» et de la «femme coquette», également discréditées.

Dans les revues vaudoises, si la fille est aussi éduquée pour gérer efficacement le ménage, «sa république à elle, sa politique, son forum», elle doit d'abord accéder au savoir pour s'élever au-des-

sus «des mauvaises passions», «des préjugés, de l'étroitesse d'esprit et de l'indolence». Si le Bulletin pédagogique (FR) réclame à plusieurs reprises de réduire les heures de géographie et d'histoire pour les filles au profit de l'économie familiale, L'Ecole (VD) estime au contraire ces branches utiles: «si la jeune fille est destinée à ne jamais quitter le foyer domestique, c'est une raison pour ne point y enfermer son esprit». Mais c'est surtout l'accent différent mis sur la mission future de la femme au foyer qui motive l'accès des femmes au savoir. Avant d'être une bonne ménagère, la femme est «la première institutrice de ses enfants», affirme L'Educateur. Les livres de lecture du canton de Vaud mettent d'ailleurs en scène cette «mère institutrice», qui fait réciter les leçons, prépare les dictées, surveille les devoirs, réprimande l'écoulier paresseux. Dans les manuels fribourgeois, la mère se contente de moraliser l'écoulier et de lui rappeler qu'il doit obéir à l'instituteur.

Ces discours s'incarnent dans les institutions et les lois scolaires. Alors que les lois vaudoises favorisent la mixité, les lois fribourgeoises insistent sur une ségrégation par sexe dès l'école primaire, qui va de pair avec une forte différenciation sexuée des programmes. A Fribourg, selon la loi de 1882 en vigueur jusqu'au milieu du 20^e siècle, les garçons doivent fréquenter l'école jusqu'à 16 ans et les filles jusqu'à... 15. Mais surtout, le système scolaire fribourgeois, bien davantage que le vaudois, permet des exceptions individuelles à l'obligation de fréquenter l'école. Sur demande, les parents peuvent facilement retirer un enfant de l'école avant l'âge légal, et ceci d'autant plus facilement lorsqu'il s'agit d'une fille.

histoire des femm e s

Economiser sur l'instruction des filles: un stratégie familiale plus ou moins possible

La recherche a tenté de mesurer l'impact de ces discours et de ces institutions sur l'investissement des familles dans l'instruction des garçons et des filles. L'analyse des parcours scolaires de 1333 garçons et 1025 filles est éloquente. Sans surprise, les chances de formation des filles sont inférieures à celles des garçons. La nouveauté consiste à montrer à quel point elles sont encore moindres dans un contexte catholique. Pour les garçons vaudois, les chances de formation post-primaire sont multipliées par 2,4 «seulement» par rapport aux filles, pour les garçons fribourgeois, elles sont multipliées par 4,7! Les filles fribourgeoises ont 62% de risques supplémentaires par rapport aux garçons de sortir de l'école plus tôt; cette différence n'est que de 16% en milieu protestant vaudois.

«Dans les villages protestants, le contrôle des naissances se généralise à la fin du 19^e siècle, au moment même où les obligations scolaires sont renforcées»

Les parents catholiques réussissent donc à réduire le coût de leurs enfants en économisant sur l'éducation des filles; les filles des villages catholiques sont placées dès quatorze ou quinze ans comme domestiques, ou alors retirées de l'école pour s'occuper du ménage et des enfants, permettant ainsi à leur mère de travailler en fabrique. Voilà pourquoi les parents catholiques ne sont pas si pressés de contrôler les naissances: leurs enfants, et surtout leurs filles, ne leur coûtent pas tant! Les parents protestants ne peuvent pas adopter la même stratégie, le système scolaire ne permettant pas une discrimination aussi marquée des filles. Ils doivent assurer l'instruction de tous leurs enfants, ce qui implique, impérativement, d'en réduire le nombre. Dans les villages protestants, le contrôle des naissances se généralise à la fin du 19^e

siècle, au moment même où les obligations scolaires sont renforcées. Voilà une explication peut-être plus intéressante du décalage entre catholiques et protestants dans l'adoption du contrôle des naissances; jusqu'ici, les démographes n'expliquaient ce décalage qu'en raison de la morale sexuelle catholique hostile à la contraception.



DR P.C.

Perspectives pour l'émancipation féminine

L'intérêt d'une histoire du genre consiste à montrer comment la construction du masculin/féminin et les rapports de pouvoir qui y sont liés s'articulent avec d'autres composantes sociales (religion, politique, etc.), ceci pour repérer les opportunités que les acteurs et actrices peuvent saisir, afin de contester ou subvertir cette construction historique.

A Fribourg, les brèches sont quasi inexistantes. La discrimination scolaire des filles est soutenue par la culture politico-religieuse, ancrée dans les lois et les institutions, systématiquement utilisée comme stratégie familiale en période de crise. En raison des circonstances historiques et des carences politiques, cette «période de crise» se prolonge jusque dans les années soixante, avec une économie qui peine à se moderniser. Les filles continuent d'être sacrifiées comme soutien de famille dans un contexte économique difficile. Cette routine se trouve confortée par l'idéologie conservatrice-catholique, dont les représentants restent longtemps incontestés. Autant d'éléments qui expliquent la persistance de ces discriminations dans le canton, puisqu'il faut attendre les années soixante

pour assister à des réformes décisives dans l'égalité face à l'instruction.

Dans le canton de Vaud, les discours universalistes sur l'importance de l'instruction pour l'élévation personnelle, le perfectionnement des vertus civiques et le progrès de la collectivité favorisent la mise en place d'institutions scolaires relativement neutres du point de vue du genre. Toutefois, les discriminations refont surface ponctuellement: dans les conflits aigus soulevés par la politique scolaire, les compromis sont généralement trouvés en sacrifiant l'égalité des filles face à l'instruction, et ceci paraît tout naturel. Heureusement pour les filles vaudoises, le fonctionnement des institutions politiques et l'essor économique limitent les occasions de recourir à cet expédient. Mieux instruites et mieux légitimées à s'épanouir dans le domaine du savoir, les Vaudoises seront aussi plus actives dans la défense de leurs droits tout au long du 19^e siècle. •